

Assad affirme à Abbas soutenir l'unité nationale palestinienne

Le président syrien, Bachar al-Assad, a affirmé au président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, son "attachement à l'unité nationale palestinienne" lors de leur entretien hier à Damas, selon un responsable palestinien.

Les discussions entre MM. Assad et Abbas ont été "amicales et très franches" et ont porté sur "les questions palestiniennes en détail et sur la situation régionale", a déclaré le conseiller du président palestinien, Nabil Amr, aux journalistes. Le président syrien s'est dit "attaché à l'unité nationale palestinienne et prêt à soutenir tout ce qui est susceptible de la renforcer, ainsi que les efforts pour trouver une solution adéquate au problème palestinien", a ajouté M. Amr. Interrogé sur la tenue d'une rencontre entre le chef du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaâl, installé à Damas, et M. Abbas, il a espéré qu'il y



Le président syrien Bachar al-Assad a affirmé au président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas son "attachement à l'unité nationale palestinienne" lors de leur entretien hier à Damas.

aurait "des rencontres positives" entre les deux hommes, sans plus de précision. MM. Abbas et Mechaâl ne se sont pas rencontrés depuis l'entrée en fonctions en mars du gouvernement Hamas après la victoire électorale du parti islamiste aux dépens du Fatah en janvier 2006. La crise entre le Fatah et le Hamas s'est

aggravée depuis l'annonce par M. Abbas le 16 décembre de sa décision de convoquer des élections anticipées, après l'échec de six mois de discussions sur la formation d'un cabinet d'union. Des violences partisans ont fait une trentaine de morts. "Nous pensons qu'un gouvernement d'union sera capable de lever le blo-

cus injuste imposé au peuple palestinien. C'est une revendication essentielle pour tous ceux qui veulent voir un développement positif sur la scène palestinienne", a encore dit M. Amr.

Des entretiens sont prévus en soirée entre M. Abbas et les chefs de mouvements palestiniens basés à Damas.

ETATS-UNIS

Hillary Clinton se lance dans la course à la Maison Blanche de 2008

La sénatrice démocrate de New York et ex-Première dame des Etats-Unis, Hillary Clinton, a annoncé hier les premiers préparatifs pour une candidature à l'élection présidentielle de 2008, sur son site Internet.

L'épouse de l'ancien président Bill Clinton, 59 ans, a annoncé la création d'un comité exploratoire hier sur son site Internet. C'est le premier pas d'une future candidature officielle qui ne fait de doute dans l'esprit de personne.

"J'y vais, et j'y vais pour gagner", a écrit Mme Clinton dans une lettre et une vidéo diffusées sur son site.

"Aujourd'hui (samedi) j'annonce que je vais former un comité exploratoire pour la course à la présidence", a-t-elle ajouté.

Mme Clinton, qui prépare le public américain depuis six ans à sa course à la Maison-Blanche, est considérée comme le candidat le plus sérieux pour le camp démocrate à l'élection de novembre 2008.

Si elle était élue, elle deviendrait la première femme président des Etats-Unis.

La sénatrice de New York a annoncé sa décision dans la foulée de l'annonce faite par le jeune et charismatique sénateur afro-américain Barack Obama, 45 ans, qui apparaît actuellement comme son concurrent le plus sérieux à l'investiture démocrate. Une dizaine de candidats démocrates sont



"Aujourd'hui (hier) j'annonce que je vais former un comité exploratoire pour la course à la présidence", a écrit Mme Clinton dans une vidéo diffusée sur son site.

actuellement déclarés ou pressentis.

"Je crois que le changement arrive le 4 novembre 2008", affirme Mme Clinton, l'air décontracté, assise sur un canapé dans un intérieur bourgeois, selon la vidéo qui montre à l'arrière-plan une photo de Bill Clinton. Elle a annoncé une série de dialogues vidéo sur Internet avec les électeurs à partir de demain.

"C'est une élection très importante avec de grandes questions à la clé. Comment allons-nous mettre fin honorablement à la guerre en Irak ? Comment allons-nous garantir que chaque Américain aura accès à un système de santé viable ?" déclare Mme Clinton.

Elle promet qu'en tant que sénatrice elle en passera "deux ans à faire tout ce qui est (son) pouvoir pour

limiter les dégâts que (le président) George W. Bush peut faire".

"Mais seulement un nouveau président sera capable de réparer les erreurs de Bush et de restaurer l'espoir et l'optimisme", ajoute-t-elle.

Mme Clinton, élue sénatrice en 2000, dispose déjà d'un trésor de campagne considérable et d'une équipe de conseillers expérimentés, dont beaucoup ont travaillé avec son mari à la Maison-Blanche (1993-2001).

Dans l'opinion publique, cette femme brillante et intrinsèque, ancienne avocate, ne laisse personne indifférent.

Son passé de première dame pendant huit ans lui apporte un puissant réseau au sein du parti démocrate mais constitue aussi son point faible dans l'opinion publique. Pour nombre

d'Américains, elle porte avec elle l'ombre de Bill Clinton et le souvenir des frasques qui ont émaillé notamment son second mandat. La droite religieuse se montre particulièrement vindicative à son égard.

Sa propre carrière politique est aussi entachée du cuisant échec en 1992 dans sa tentative de réformer le système de santé alors qu'elle travaillait au sein de l'administration de son mari.

Vis-à-vis de l'Irak, Mme Clinton se débat encore dans une position inconfortable, puisque tout en critiquant la conduite de la guerre aujourd'hui, elle a voté pour l'invasion de l'Irak en 2002.

Mme Clinton est la première femme d'un président à postuler pour la Maison-Blanche.

L'Italie et l'Irak devraient signer mardi un traité d'amitié

L'Italie et l'Irak devraient signer un traité d'amitié et de coopération au cours de la visite que le chef de la diplomatie irakienne, Hoshiyar Zebari, effectuera mardi à Rome, a annoncé hier l'agence de presse Ansa.

Le ministre des Affaires étrangères italien, Massimo D'Alema, recevra mardi dans la soirée son homologue irakien et "un traité d'amitié et de coopération entre l'Italie et l'Irak, en cours de préparation, devrait être signé au cours de cette rencontre", a indiqué Ansa en citant des sources du ministère italien.

Le nouveau gouvernement italien de centre-gauche dirigé par Romano Prodi a

GUINEE

Grève générale et des blessés

De nouvelles violences ont fait plusieurs blessés hier lors d'une importante manifestation à Nzérékoré, deuxième ville de Guinée, au onzième jour d'une grève générale illimitée qui faisait l'objet d'une réunion à Conakry entre syndicats et hauts responsables.

Avec cette troisième grève générale en un an en Guinée, en proie depuis des années à une crise économique et politique ainsi qu'à des tensions ethniques, l'activité demeure paralysée hier sur l'ensemble du territoire. Dans le même temps, face à la détérioration de la situation, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao), en sommet vendredi à Ouagadougou, a annoncé l'envoi d'une médiation régionale en Guinée.

Les présidents sénégalais Abdoulaye Wade et nigérian Olusegun Obasanjo mèneront "une concertation avec tous les acteurs politiques afin d'utiliser le dialogue et les moyens non violents pour trouver une solution à la crise", a rapporté hier la radio publique burkinabé.

Hier matin, une manifestation de 4 000 à 5 000 personnes a été violemment réprimée par les forces de l'ordre à Nzérékoré (sud), selon des sources concordantes locales.

"Il y a eu plusieurs blessés dont trois touchés par balle. Ces trois (personnes) sont grièvement blessées", a assuré un notable de la ville sous couvert de l'anonymat.

Il s'agit de la première grande manifestation à Nzérékoré depuis le début du mouvement. Aucun autre incident n'a été rapporté dans le pays hier en début d'après-midi.

Vendredi, deux personnes avaient été tuées par balle lors de manifestations réprimées par les forces de l'ordre, portant à cinq le nombre de morts depuis le début de la grève générale illimitée.

Pour tenter de trouver une issue interne à la crise, une réunion entre l'intersyndicale à l'origine de la grève et de hauts responsables de l'Etat a débuté hier au Palais du peuple, siège de l'Assemblée nationale, à Conakry.

Le président de l'Assemblée Aboubacar Somparé, des membres du bureau de l'Assemblée, du Conseil économique et social et de la Cour suprême ainsi que le grand imam de Conakry El Hadj Ibrahim Ba ont entamé des entretiens avec les principaux dirigeants syndicaux vers 13h15 locales (et GMT), a constaté un journaliste de l'AFP.

Aucune rencontre n'était prévue avec le chef de l'Etat Lansana Conté, que l'intersyndicale Confédération nationale des travailleurs de Guinée (CNTG)/Union syndicale des travailleurs de Guinée (USPG) rend responsable de la corruption et des détournements de fonds publics qui nuisent au pays.

L'intersyndicale reproche également à M. Conté d'avoir libéré, à la mi-décembre deux proches inculpés de détournement de fonds publics. Les syndicats souhaitent leur retour immédiat en prison.

Devant le refus de M. Conté de transiger sur plusieurs points, les syndicats — soutenus par 14 partis d'opposition — ont souhaité cette semaine que soit "constatée la vacance du pouvoir" devant la "dégradation" de l'état de santé du président, âgé de 72 ans et affaibli par un diabète.

Vendredi soir, la présidence a annoncé le limogeage du ministre d'Etat chargé des Affaires présidentielles, Fodé Bangoura, numéro deux de facto d'un régime privé de Premier ministre depuis juin 2006. Il a été remplacé par le ministre du Plan Eugène Camara, 61 ans, réputé pour sa modération.

Les syndicats assurent que cette mesure n'aura aucune incidence sur le mouvement.

retiré d'Irak les troupes qui y avaient été déployées par le précédent gouvernement de Silvio Berlusconi. M. Prodi et plusieurs membres de son gouvernement ont sévèrement critiqué les récentes exécutions en Irak de Saddam Hussein et de deux de ses coaccusés, s'attirant les foudres du Premier ministre irakien, Nouri al-Maliki. Celui-ci a rappelé comment Mussolini fut tué par les partisans italiens à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. A l'issue d'un procès sommaire, Mussolini avait été fusillé avec sa maîtresse en avril 1945 et leurs cadavres furent pendus par les pieds à Milan, dans le nord de l'Italie.